APL OUEST

INFORMATIONS

N° 148 : 1,50 F. 6 JUILLET 1976

TOUS AU PROCÈS DU 12.

25 ÉTUDIANTS INCULPÉS AU TITRE DE LA LOI ANTI-CASSEURS.

PERIODIQUE CPPAP 51701 Dir M CLAVEL IMP SOC APL CPPAP 51701

Au menu cette semaine

PAYSANS
Pages 2à3 - CHEIX-EN-RETZ : les paysans marquent un point !

OUVRIERS
Page 4 - DUBIGEON : Une lutte sur les conditions de travail.

ECOLE
Page 5 - IUT Nantes : Contre les suppressions de postes, 2 jurys d'examen bloqués.
Pages 5&6,7 - Eté 76 : Pas de chomage chez les juges : 25 étudiants inculpés.

REPRESSION P.7- Rasssemblement contre la répression à LORIENT

NUCLEAIRE
Page 7 - Occupation en juillet du site de la Centrale de Malville.
8 - Basse-Loire : Pas de temps à perdre !

FEMMES
Pages 9&10 - Aprés la Coordination.

BASQUES
Page 10 - Pour le droit d'asile politique.
Page 11 - L'évasion de l'Ile d'Yeu : des français nous ont aidés, merci !

LIBRES OPINIONS
Pages 12&13 - APL, danger d'égarement ?

DE QUOI S'OCCUPER...

A partir du 3 juillet * Occupation du site de la Central Nucléaire de Malville (près de LYON

Mercredi 7 juillet * Réunion du Comité de vigilance étudiant pour organiser le soutien aux 25 inculpés 20h30 Fraternité Protestante 3 rue Amiral Duchaffault Nantes

Dimanche 11 juillet * Rassemblement contre la répression à LORIENT

Lundi 12 juillet * Procès des 25 étudiants inculpés Palais de Justice Nantes 14H

L'A.P.L. s'organise pour les vacances:
Vu le manque de bras en Juillet et Aout, l'A.P.L. ne sera plus hebdomadaire, mais "épisodique" pendant cette période. Au cas où il y aurait des informations importantes à passer rapidement, nous nous efforcerons de le faire.

BONNES VACANCES A TOUS ET A TOUTES

DUBIGEON (NAVALE NANTAISE)

_ UNE LUTTE SUR LES CONDITIONS DE TRAVAIL _

"Le temple de la construction navale"

Mercredi 16 juin 1976, l'Eclair et Presse Océan, journaux d'information "populaires" locaux publient un article sur le nouveau hall de Dubigeon-Normandie. Ils l'appellent le "Temple de la Construction Navale" et, entre autres, écrivent : "la température douce, les bruits étouffés, l'air léger et la propreté du chantier font de ce hall de préfabrication ultra-moderne une sorte de laboratoire gigantesque". Plus loin : "Le visiteur oublie jusqu'au bruit des tôles qui d'ordinaire assourdissent les métallurgistes" ; et aussi : "la porte de 25 m sur 15 m de hauteur coulisse rarement."

"Le Pénitencier"

Le jour suivant dans ce temple nommé par les ouvriers "le Pénitencier" (1), les gars travaillent dans un fracas assourdissant et avec une douce température variant de 27 à 33°. A l'embauche, les travailleurs qui font les 2x8 discutent sur leurs conditions de travail. Non seulement il y a du bruit, il fait chaud, mais les chefs surveillent des chemins de garde ou bureaux, étroitement, l'activité des gars.

L'ambiance générale des gars c'est : "Y'en a ras le bol, on travaille si ils ouvrent les portes". Les portails ne sont jamais ouverts car la température ne doit pas varier de plus de 5° pour effectuer certaines soudures délicates sur les sous-marins destinés à l'Afrique du Sud.
Les gars débrayent et sortent spontanément de l'atelier.

CHALEUR

Un gars va chercher les délégués. La meute des responsables CFDT et CGT accourent. ils sont satisfaits que spontanément les gars aient refusé les conditions de travail inadmissibles. Après une rapide discussion avec le chef d'atelier, les délégués acceptent la proposition de bâcher les sources de chaleur (tôles portées à 100°) Mais les travailleurs refusent de reprendre le travail tant que les portes ne sont pas ouvertes et les heures perdues payées.
Survient l'ingénieur !
Mis au courant, il accepte l'ouverture des portes si, auparavant, les bobines de sous-marins sont bâchées ; il demande la reprise du travail et aux délégués, un ou deux volontaires pour bâcher. les monteurs refusent tant qu'ils ne sont pas sûrs d'être intégralement payés. L'ingénieur avec les délégués en réfèrent à la Direction qui refuse.

Les 2 délégués CFDT et CGT estiment que l'obtention de l'ouverture des portes et le bâchage constituent une victoire, en conséquence ils conseillent la reprise du travail. Le responsable de la CGT fait miroiter l'éventualité ultérieure d'un paiement partiel ou intégral des heures perdues, si on fait preuve de bonne volonté.

La majorité des gars pense que la direction endosse seule la responsabilité des mauvaises conditions de travail et que les solutions proposées ne sont pas suffisantes. Pour les ouvriers la recherche et la mise en place de solutions pour assurer une température ambiante convenable et le paiement des heures perdues sont les conditions de la reprise du travail.

Ecoeurement

Après des discussions où les 2 positions s'affrontent, les entreprises de division des bureaucrates aboutissent à un écoeurement des travailleurs, brisent leur ferme volonté de lutter jusqu'à satisfaction et, après 3 heures de flottement, les gars reprennent sans conviction le gratin.

Soudeurs

Le lendemain, les soudeurs travaillent à l'intérieur des bâches sans aération ni ventilation ; ils décident d'arrêter le travail pour obtenir divers avantages (dont des primes de chaleur).
Si ces ouvriers ne finissaient pas leur travail en cours ils faisaient perdre 2 journées de boulot au patron (2). Après 3 heures d'arrêt et de fermes discussions avec les représentants de la direction, ils obtiennent la promesse que leurs revendications seront prises en compte dans une réunion exceptionnelle avec les délégués le lundi suivant.
Finalement, les soudeurs n'ont obtenu que des miettes et ont été dispersés dans différents ateliers ; des intérimaires devant les remplacer. Le patron prétend que étant donné l'importance de leur travail pour la marine nationale le débrayage pour ces soudeurs serait une faute professionnelle.
Tout le monde s'est fait enflé. La combativité des travailleurs était très forte, mais les syndicats n'ont pas appuyé cette volonté de lutter jusqu'à complète satisfaction. Ils veulent préserver la paix sociale dans l'entreprise.

Des ouvriers de Dubigeon.

(1) ou "the house of the rising sun".
(2) souvent, des soudeurs font 10 à 18 h/jour pour terminer des travaux impératifs.

Dernière nouvelle : Les syndicats négocient, mais on ne sait pas quoi !

(5) ECOLE

I.U.T. NANTES.

CONTRE LES SUPPRESSIONS DE POSTES, 2 JURYS D'EXAMEN BLOQUÉS !

Dans l'éducation Nationale, comme ailleurs, quand il s'agit de "restructurer", de "redéployer" ou de faire des économies, c'est le personnel qui fait les frais de l'opération.

En février, une circulaire prévoyait l'élimination de nombreux enseignants non titulaires et donc, sans statut et sans garantie d'emploi.
La réforme du second cycle a le même effet.
Un pas de plus a été franchi en mai ; le Secrétariat d'Etat aux Universités a en effet supprimé 108 postes dans les I.U.T.
Ces postes sont occupés par des personnels non titulaires qui se trouvent ainsi mis au chômage.
Ainsi, à l'I.U.T. de Nantes, c'est 6 personnes qui sont directement menacés dans leur emploi.

Devant une agression de cette ampleur, les enseignants se sont mobilisés et à Nantes, comme dans la plupart des I.U.T., ils ont décidé la grève administrative, avec pour conséquence le refus d'attribuer les diplômes en fin d'année.

A Nantes, la grève a été décidée par l'Assemblée générale des enseignants et un comité de coordination a été mis en place.
Au début, la lutte a commencé sur des bases très "unanimistes" : les enseignants, direction, tous unis contre le Ministère. Des directeurs ont même tenté de prendre la direction de la lutte, menaçant de démissionner si satisfaction n'était pas donnée.

Le ministère ayant clairement manifesté son refus de revenir sur sa décision,

, non seulement personne n'a démissionner, mais plus encore, à Nantes le Directeur fait pression sur les enseignants pour qu'ils arrêtent en fait la grève administrative. l'Unanimisme de départ se trouve ainsi brisé et de nombreux enseignants se sont rendus compte qu'ils ne devaient compter que sur eux-mêmes et sur leur capacité de lutte autonome.

A l'I.U.T. de Nantes, les syndicats sont assez faibles et un courant "asyndical" et parfois "anti-syndical" assez fort existe.

Pourtant, chacun était bien conscient de la nécessité de coordonner la lutte sur le plan national, l'ensemble des enseignants acceptait que ce soit le SNESup qui prenne en charge la coordination.
Le Bureau National du SNESup a choisi une autre voie : critiquer la grève administrative et en particulier le refus d'attribuer les diplômes et refuser la coordination du mouvement, proposant comme moyen de lutte, des pétitions et autres démarches auprès des autorités universitaires, renvoyant à la rentrée une lutte plus dure éventuelle.

A Nantes, les enseignants sont décidés à tenir la grève administrative, il en est de même dans la plupart des I.U.T. en France. Il bénéficient de la compréhension des étudiants qui comprennent que si on ne leur donne pas leur diplôme, la responsabilité en incombe au Secrétariat d'Etat aux Universités.
Au cours de la semaine dernière 2 jurys ont été bloqués par la grève administrative. A la fin de la semaine, SPARFEL a sommé les enseignants de rendre les notes pour le lundi 5 juillet, menaçant de faire à partir de cette date, des retenues de salaires. Une assemblée générale est convoquée lundi matin, qui doit décider de la conduite à tenir.

Correspondance A.P.L.

Tous au procès des 25 étudiants inculpés, le 12 à 14 h

LE POINT, LUNDI : Ce matin délégation de l'Intersyndicale à la Mairie (CGT-FO, CFDT, SNESUP, SGEN-CFDT, Comités de vigilance, UNEF Unité syndicale) pour lui demander de retirer saplainte, cause des poursuites engagées. Devinez sa réponse ? 'Nous, on n'a pas voulu les poursuites,on veut simplement faire payer la casse 7.000.000AF). Le préfet, lui, ne s'estime pasconcerné par cette affaire...

.... Pénalement, la loi anti-casseurs prévoit : 1 à 5 ans fermes
De toute urgence, le soutien doit s'organiser pour faire acquitter les 25 inculpés.
Nouvelle Intersyndicale mercredi, réunion du Comité de vigilance Mercredi soir...

Contact inculpés déf. collective: APL

ÉTÉ 76 : PAS DE CHOMAGE POUR LES JUGES !

25 ÉTUDIANTS DE NANTES INCULPÉ

Trois mois de lutte contre la réforme du Second Cycle de l'Université. Toutes les Facs en grève : la plus grande mobilisation étudiante depuis 68.

Aujourd'hui, le pouvoir veut faire payer à quelques étudiants leur participation au mouvement de grève nationale :

- Inculpations à Montpellier : 3 étudiants incarcérés ;
- Inculpations à Toulouse ;
- Conseil de discipline et inculpation à Nantes.

Dès le 10 mai, Sparfel (Président de l'Université et des Républicains indépendants à Nantes) emploie les grands moyens pour organiser la reprise des cours en Droit : - profs et vigiles pour contrôler les cartes
- devant l'échec de la manoeuvre, il fait appel aux flics qui envahissent la Fac et la vident.

En riposte à la fermeture de la Fac, une manifestation est organisée par le Comité de grève étudiant, le SGEN et le SNes-SUP. ; le théâtre Graslin est occupé symboliquement et rebaptisé "Nouvelle Fac de droit-Sciences-Eco". Une demi-heure après, les flics chargent sans sommations au niveau de la place du Cirque et poursuivent les étudiants jusqu'au Quai de Versailles (cinq d'entre eux, coincés entre les flics et l'Erdre, se jettent à l'eau). Bilan : 87 interpellations.

Aujourd'hui six semaines après : 25 inculpations au titre de la loi anti-casseurs. Ils sont rendus responsables d'un début d'incendie déclaré 20 mn après le départ de la manifestation au Théâtre Graslin, action qui, à l'époque, avait été dénoncée par les A. G. étudiantes comme provocation policière ou fasciste.

Le procès est fixé au 12 juillet.

Face aux luttes qui se développent aujourd'hui, le gouvernement en crise n'a qu'une seule réponse : LA REPRESSION;

Ponia perfectionne son arsenal législatif et prépare une loi étendant la notion d'association de malfaiteurs ; les flics interviennent contre les grèves ouvrières (La Rochelle, Tréfimétaux), contre les luttes paysannes (Cheix en Retz).

- EXIGEONS LA LEVEE DES INCULPATIONS
- SOUTIEN AUX INCULPES
- TOUS AU PROCES LE 12 JUILLET

P. S. : Le président Sparfel a besoin d'un nouveau képi pour l'été. Les inculpés se proposent de lui en payer un et organisent une COLLECTE. N'oubliez pas que le képi risque de coûter TRES CHER !!!

- Comité de vigilance -

PROCHAINE REUNION DU COMITE DE VIGILANCE MERCREDI 20h30 Fraternité Protestante
3 rue Amiral Duchaffault

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

INTERSYNDICAL

(...) Ces formes de répression s'ajoutent au recours à la police et aux vigiles.

IL EST INNACCEPTABLE que quelques étudiants"payent" à titre d'exemple pour un mouvement et des actions décidées par des Assemblées Générales d'étudiants. Il s'agit bien de renforcer la répression et d'hypothèquer toute action des étudiants et des enseignants du Supérieur à l'avenir.

L'intersyndicale regroupant : FEN 44 ; UD CGT-FO ; UD CFDT ; SGEN CFDT ; SNESUP-FEN(droit, Sc Eco, IUT ENSM) ; UNEF Soufflot ; Comité de vigilance ; Comité de défense des libertés, CONDAMNE ENERGIQUEMENT CES MESURES DE REPRESSION, EXIGE LA CESSATION DES POURSUITES, d'autant plus que les organisations syndicales du département avaient unanimement condamné la loi anti-casseurs qu'on tente aujourd'hui d'utiliser et d'aggraver, et MANDATE leurs responsables pour se rendre en délégation près des autorités préfectorales et municipales.

NUCLEAIRE

A partir du 3 Juillet

OCCUPATION DU CHANTIER DE LA CENTRALE DE MALVILLE

Le Groupe d'Insoumission Totale (G. I T.) de Nantes appelle tous ceux qui refusent le pari nucléaire et ses implications meurtrières à participer à l'occupation internationale du chantier du site nucléaire du Creys Malville (ol) où E. D. F. et le gouvernement veulent construire un surgénérateur au plutonium (super Phoenix), malgré l'opposition des populations avoisinantes et les mises en garde de nombreux scientifiques quant aux dangers de ce type de centrales.

Rendez-vous pris à partir du 3 juillet à Malville pour réaffirmer notre refus de cautionner une politique énergétique démentielle qui masque la militarisation croissante de la société nucléaire.

G-I-T

REPRESSION

LORIENT: RASSEMBLEMENT CONTRE LA REPRESSION

La coordination des comités anti-répression et des comités de soutien aux inculpés, mise sur pied après les arrestations des militants de l'Humanité Rouge de Lorient et la détention de Romain Le Gal, appelle à un rassemblement contre la répression le 11 juillet à Lorient sur la plate-forme suivante :

- Libération de Romain Le Gal et de tous les emprisonnés politiques : Siméoni, Tisseyre, Villier...
- Levée de toutes les inculpations.
- Dissolution de la Cour de Sureté de L'Etat.
- Dénonciation de la répression visant les marxistes léninistes, le FRAP, les immigrés, les viticulteurs les corses, les bretons, les basques, les syndicalistes, les appelés, les objecteurs, les insoumis...
- Dénonciation des mesures nouvelles visant à limiter les libertés.

Toutes les organisations politiques et syndicales, toutes les entreprises en lutte, les travailleurs immigrés...victimes de la répression et toutes les organisations ayant pour objectif principal la lutte contre la répression, sont invités à participer à rassemblement sous forme d'intervention à la tribune, d'envoi de motion, d'exposition de paneaux; Il est demandé à chaque participant d'appeler le plus largement possible pour cette journée du 11 juillet.

La coordination fait appel à tous les artistes (chanteurs, troupes de théâtre, dessinateurs...) à apporter une contribution à la lutte anti-répression.

le 11 Juillet

coordination des comités anti-repression

NUCLÉAIRE EN BASSE-LOIRE

«Pas de temps à perdre»

Les pouvoirs publics, les élus locaux et régionaux sont décidés pour que soit implanté sur la Basse-Loire, un complexe nucléaire.

On parle d'une centrale atomique de 5 200 MW et de la deuxième usine française d'enrichissement de l'uranium.

Pour l'instant, le site du Pellerin est en tête de la liste des futurs municipalités nucléaires.

Il est maintenant certain que ce site soit retenu pour une implantation rapide.

On veut faire de la Basse-Loire un grand centre atomique en liaison avec l'université (le Monde du 14-15 juin 1976).

La population nantaise et régionale se trouve donc très concernée par le développement de l'industrie nucléaire.

- Le 6 juin à La Hague pour la marche sur l'usine de retraitement des déchets radioactifs ;
- Le 26 juin à la manifestation organisée pour protester contre les décisions du conseil économique et social et du Conseil Régional.

On remarquait que les comités locaux étaient bien représentés, il n'en était pas de même pour les nantais.

Si cette manifestation a eu un rôle de sensibilisation, elle montre que la mobilisation est à faire.

N'aurait-on pas compris que le choix de l'énergie aujourd'hui, c'est le choix de la société de demain ?

Avec le nucléaire, la société de demain ce sera une société hyper-centralisée, hyper-hiérarchisée, super-policière, super-polluée et pas du tout humaine.

Actuellement, le capitalisme est en crise. En développant l'énergie nucléaire celui-ci va restructurer son économie et sa production ce qui entrainera un renforcement des rapports de domination.

Cela nous prépare des lendemains très sombres :
- à court terme un renforcement du contrôle des populations, une restriction des libertés, des bombes atomiques pour tout le monde
- à long terme le pourrissement de l'espèce.

Une fois que sera mise en place la société nucléaire, il ne faudra guère espérer de retour en arrière.

En effet, comment un pouvoir populaire pourra-t-il gérer une telle industrie ?

C'est donc tout de suite qu'il faut empêcher cette nucléarisation de notre vie !

Devant l'importance du refus, on se demande si les militants n'apporteront encore longtemps qu'un soutien verbal à la lutte anti-nucléaire.

Le 3 juillet à MALVILLE près de Lyon démarre l'occupation du site de SURREGENERATEUR SUPERPHENIX de 1 200 MW.

Installation diabolique que s'entête à construire le gouvernement. C'est un maillon important de la chaîne nucléaire.

Empêcher cette construction portera un grand coup décisif aux technocrates atomiques. Alors, si vous passer par là, si demain vous ne voulez pas être davantage dans la merde, arrêtez-vous à Malville.

Le C. R. I. N.

APRÈS LA COORDINATION FEMMES

A la coordination des femmes les 26 et 27 juin, on était environ 40, 9 groupes représentés et des isolées (Galissonière, PTT, Groupe Femmes étudiantes, Groupe Femmes étudiantes "Femmes en Lutte" FTL, Petite Censive, Nantes Nord, Lycéennes, Enseignantes.)

Tout le monde avait le désir de créer cette coordination. Certaines initiatives au niveau régional (semaine féministe à Angers en juin) ou au niveau national (coordination à Paris) montraient la même volonté.

L'origine et les cheminements différents des groupes qui se rencontraient pour la première fois expliquant les difficultés du débat.

3 commissions

Trois commissions ont fonctionné:

1° - Présentation des bilans des groupes de Nantes. Cela a permis la prise de contact entre différents groupes et des filles isolées (secteur enseignants-lycéens-étudiants ; thème : contraception).

2° - Discussion sur une action de soutien (Tréfimétaux) qui a posé des problèmes plus larges d'intervention en tant que femmes.

3° - Un groupe de quelques filles s'est retrouvé pour échanger leurs éxpériences sur plusieurs points (sexualité, garde d'enfants, quotidian etc...)

En A. G. et dans ces commissions différents points ont été soulevés.

L'existence du mouvement de femmes aurait-elle été utile dans les différentes actions qui ont eu lieu (histoire d'O, affaire de la non-présentation d'enfants, affaire de l'éducateur, Tréfimétaux) ? Malgré quelques tentatives d'action commune entre différents groupes, il n'y avait pas eu de préparation collective et approfondie. Il n'y a pas eu non plus de bilan satisfaisant.

En ce qui concerne Tréfimétaux , on peut penser qu'un mouvement plus constitué aurait aidé à porter davantage dans la lutte, les problèmes spécifiques de l'oppression des femmes.

Le tract d'appel a été discuté. Plusieurs avis se sont exprimés : - doit-on soutenir une lutte de femmes en tant que telle parcequ'entrer en lutte c'est déjà avancer en tant que femme ?

- doit-on,à l'occasion d'une lutte qu'on soutient faire sortir davantage les aspects de l'oppression qui ne sont pas forcément soulevés par les femmes en lutte elles mêmes ?

- ou doit-on ne pas intervenir lorsque la lutte ne porte pas suffisamment d'aspects féministes ?

On a discuté aussi des éléments de révolte existant (ou non) chez les femmes, travailleuses, en foyer etc..., de la nécessité de discussions au niveau du quotidien.

3 décisions

Une fille d'Angers a rapporté l'expérience decoordination des groupes de femmes dans cette ville.

On a décidé :
1° - qu'il faudrait se revoir à la rentrée ;
2° - qu'il était nécessaire d'envoyer les bilans des groupes à toutes les filles contactées, ce qui sera le numéro 0 du bulletin de liaison des femmes.
3° - que chaque groupe aurait les contacts des autres groupes.

On a discuté du type de coordination à mettre en place :

- proposition de la coordination des groupes déjà existants sur des initiatives et des discussions.
- proposition de création de commissions par thémes (formation

professionnelle, commission juridique).
- autonomie des groupes continuant à fonctionner également selon leur propre mode et à leur propre rythme
- liaison avec le bulletin "Information des Femmes" (Paris).

On a trouvé que la Maison des Femmes comme centre de regroupement d'initiative et de mise en commun de moyens, c'était une bonne idée.

Une maison des Femmes ?

N. B. : Les filles des différents groupes doivent tirer leur bilan en 300 exemplaires. Possibilité de le faire en apportant le papier à la M. J. de la Géraudière (entre 15 et 17 heures).

Le 19 juillet à 20h30 aura lieu à la M. J. de la Géraudière, l'agraffage des bilans déjà tirés et leur envoi aux groupes ou aux filles isolées.

Pour celles qui se proposent de travailler à l'enquête sur la formation professionnelle, proposition de réunion le mardi 7 septembre 20h30 M. J. Géraudière.

BASQUES

ASILE POLITIQUE pour les BASQUES !

Une centaine de vendéens ont affirmé leur solidarité avec les réfugiés basques assignés à résidence forcée en Vendée.

Ils dénoncent le comportement policier du gouvernement français qui refuse aux réfugiés basques l'asile politique-reconnu pas La Convention de Genève et la Constitution- et les condamne à une détention arbitraire à l'île d'Yeu.

Ils s'élèvent contre la collaboration entre les polices Françaises et Espagnoles récemment illustrée par la rencontre entre les deux ministres de l'Intérieur Messieurs FRAGA et PONIATOWSKI, précédant de peu l'arrestation des réfugiés basques, et qui pourrait expliquer leur évasion de l'île d'Yeu devant les risques d'une extradition les livrant à la répression et aux tortures d'un régime espagnol toujours fasciste.

Ils décident de saisir les instances nationales de leurs diverses organisations pour donner à cette protestation le plus large écho.

Organisations signataires : P. S. ; S. N. I. ; L. C. R. ; O. C. R. ; P. S. U. ; Collectif Marxiste Révolutionnaire de Vendée ; C. F. D. T. ; Paysans-Travailleurs ;

F. O. L. ; F. C. P. E. ; A. P. F. O. C. I.

(11) BASQUES

L'ÉVASION DES BASQUES DE L'ILE D'YEU

"Des Français nous ont aidés... merci à tous..."

LES 7 REFUGIES BASQUES ET CATALAN ASSIGNES A RESIDENCE A L'ILE D'YEU SE SONT EVADES DANS LA NUIT DU 7 AU 8 JUIN.

- "Plutôt que d'une "seconde évasion", il nous semble vivre la suite de la première: quand nous nous sommes échappés des geoles franquistes. La même répression nous poursuit, sous des formes différentes, dans ce pays auquel nous venions demander du droit d'asile...

"1 évasion, pas 2"

De ce point de vue, nous devons dire que nous n'avons pas compris au départ ce qui nous arrivait en France !
Nous n'avons pas compris quel "danger" nous pouvions représenter pour les autorités françaises ! Aujourd'hui, nous comprenons mieux, nous comprenons mieux la véritable nature d'un régime qui se prétend démocratique.

Des Français nous y ont aidé. Car, nous avons bénéficié, nous tenons à le dire, du soutien actif d'un grand nombre de personnes. En l'occurence, notre évasion de l'Ile d'Yeu, nous la devons entièrement à des Français qui nous ont proposé leur aide et organisé toute l'opération...

"Les choses ont été très simples, en réalité, pour ce qui nous concerne : ces personnes sont venues nous rencontrer en se déclarant choquées par la décision de M. Poniatowski de nous déporter à l'Ile d'Yeu et solidaires, d'autre part, de la lutte du peuple basque.
Ils disposaient d'un bateau et nous offraient de partir l'un des jours suivants. Nous avons accepté...

Pistes brouillées

Pour nous le problème consistait à gagner le maximum de temps en brouillant les pistes. Nous avons donc laissé les lits défaits et abandonné un certain nombre de vêtements et de revues...
Nous avions pris l'habitude par ailleurs, de sortit le soir pour ne rentrer que tardivement dans la nuit. Enfin, nous avions averti les propriétaires de l'hôtel que nous ne prendrions pas le déjeuner le mardi, en prétextant une "invitation" chez des amis de l'Ile. Ceci, nous donnait environ une douzaine d'heures pour échapper à la police : l'embarquement sur le bateau était prévu pour une heure du matin, l'alerte ne serait pas donnée avant mardi après-midi !

Lundi soir, après dîner, nous sommes partis en promenade. Nous nous sommes divisés en deux groupes différents avant d'emprunter la voiture d'un ami de l'Ile qui nous a transporté jusqu'à un point précis de la côte.

VOILE ET MOTEUR

Le bateau, un voilier, nous y attendait. Mais comme il n'y avait pas la moindre brise, les voiles ne servaient pas à grand chose. Pour comble de malheur, une heure à peine après avoir levé l'ancre, le moteur est tombé en panne !

Il a fallu réparer. Ce qui a pris environ une demi-heure... De surcroît, c'était un moteur d'assez faible puissance. Nous avons finalement mis sept heures pour gagner le continent, soit deux heures de plus que l'horaire prévu !
Quatre voitures nous attendaient . Nous nous sommes dispersés en petits groupes de deux et trois personnes. Nous avons été accueillis dans plusieurs familles où nous sommes restés pendant plusieurs jours avant de gagner Paris.
Il nous faut dire ici, que partout où nous sommes allés, nous avons été reçus très chaleureusement. Nous en profitons pour remercier à travers ASKATASUNA, toutes les personnes qui nous ont aidé et témoigné leur solidarité.

Des habitants de l'Ile d'Yeu, nous gardons également le meilleur souvenir. Nos relations un peu réservées les premières semaines, étaient excellentes après cette période "d'observation". Nous étions invités dans plusieurs familles. Au café, nous prenions l'apéritif avec les pêcheurs. Les dernières semaines, nous avons peint une maison et nettoyé la bergerie ainsi que le jardin. Nous avions même commencé à creuser une piscine. Et finalement ce que nous regrettons le plus, c'est de ne pas avoir eu le temps de la terminer..."

(Extrait de Askatasuna n° 11)

ARMÉE : UN POSTIER NANTAIS (militant CFDT) AU TROU !

Christian GOMBAUD part le 2 juin à l'armée. Il est militant syndical CFDT et travaille aux PTT-RP de Nantes. Au 3ème jour, un gars de sa chambrée, travailleur comme lui reçoit une lettre de licenciement de son patron.

Christian remonte le moral de son copain et proteste ouvertement en expliquant que cette rupture de contrat est parfaitement illégale.

Les gradés présents font remarquer à Christian que l'activité syndicale est interdite dans la caserne, et que l'armée est "neutre" et ne fait pas de politique.

Pour Christian et ses camarades, les ennuis commencent :

Le cinquième jour, Christian est muté dans la batterie la plus dure où l'encadrement est particulièrement reppressif. Il refuse cette mutation arbitraire et se retrouve au trou.

Pour protester contre de telles mesures, il entame une grève de la faim. Au bout de huit jours, les militaires le dirigent vers l'hôpital, complètement épuisé.

Il arrête la grève de la faim et est remis en prison. De plus il subit des conditions de détention insuportables. Il suffit de lire des extraits de ses lettres :

"On me supprime tout : draps, affaires de toilettes, bouquins. On me refuse même le droit de faire appel au médecin." "Cette après-midi, j'ai eu droit à mon heure de sortie, j'ai vu des copains et on a discuté ; mais pas pour longtemps, car ce droit vient de m'être supprimé".

Nous ne pouvons pas laisser plus longtemps Christian en taule, parce-qu'il a rappelé les droits des travailleurs à l'armée.

Toutes les organisations démocratiques, politiques et syndicales doivent apporter leur soutien

Demain d'autres militants syndicaux se retrouveront en prison pour avoir refusé les injustices et l'arbitraire de l'armée. La section CFDT PTT-RP a déjà pris position.

C'est pourquoi nous appelons à signer cette pétition et à l'envoyer à :

GOMBAUD Christian
SP 69 447/B2

pour soutenir le moral de notre camarade.

Nom ou section	entreprise

Seule, l'unité la plus large aboutira à sa libération et à celle de tous les soldats emprisonnés.

Des camarades de Christian

Vendredi 21 juin :

Seconde réunion des camarades de Christian GOMBAUD.

Organisations présentes : Révolution, C. A. M., G. I. T.; et P. S. U.

L'armée peut mettre en taule tranquillement. Il faudrait réaliser que le cas de Christian est assez significatif de la répression qui s'institue dans les casernes.

Si l'armée n'est pas neutre par rapport aux militants, les militants le deviennent par rapport à l'armée.

Des camarades de Christian

PROCHAINE REUNION LE VENDREDI 9 JUILLET à 20H30 à La Fraternité Protestante.

A.P.L : DANGER D'ÉGAREMENT ?

Para Poro gauchistes et au Mouvement étudiant depuis 68

Le texte A.P.L. "Danger d'éclatement" présenté par un lecteur dans le numéro précédent, a pour seul mérite de soulever deux questions d'importance :

LES DÉBATS

qui ont lieu au sein de l'A.P.L. A notre avis ces débats dépassent largement le problème du fonctionnement interne de l'A.P.L., mais concernent le mouvement révolutionnaire et reflètent sa situation actuelle ; situation qui est l'objet de préoccupations, de réflexions, d'autocritiques depuis quelques semaines sur la place de Nantes.

SECTARISME GROUPUSCULAIRE.

De façon implicite et naïve, les conceptions étroites du sectarisme groupusculaire par rapport à l'organisation des révolutionnaires. C'est dans ce sens que nous participons à ce débat.

UNE CONSTANTE

Selon notre lecteur, la parution du texte "para-pora vont à l'école" dans l'A.P.L. n'était pas fondée, légitime. D'une part parce que c'était un texte politique émanant d'après lui d'un groupuscule ; d'autre part, parce qu'à ses yeux (mais à quoi lui servent-ils ?) ce texte sur les luttes universitaires "n'allait pas bien loin par rapport aux ruptures avec les groupuscules d'extrême-gauche. C'est une constante que les conceptions groupusculaires de l'action politique soient dérangées par des analyses et des pratiques qui n'entrent pas dans leur cadre.

HORS DU GROUPUSCULE, POINT DE SALUT

Pourquoi faut-il que des personnes qui se concertent pour intervenir dans les luttes soient par principe réduites à un groupuscule ? Rappelons que le groupuscularisme est avant tout une certaine conception de l'action politique et de l'élaboration des stratégies. Cette conception de l'action politique n'est pas unique et elle est loin d'être partagée.

L'APOLOGIE DE L'ETAT D'INORGANISES ET DU GROUPUSCULARISME SONT EN REALITE LES DEUX FACES D'UNE MEME CARENCE. ELLES NE CONTRIBUENT NULLEMENT A FACILITER LA RESOLUTION DU PROBLEME DE L'ORGANISATION DES REVOLUTIONNAIRES.

UN LABEL

C'est une analyse bien courte que de se reposer sur l'éclatement du gauchisme en chapelles et sectes diverses pour écarter délibérément des oppositions politiques réelles. La panacée n'est certainement pas à l'heure actuelle de prétendre au label de groupuscule. On s'écarte d'autant plus de cette forme que les groupuscules réduisent l'évolution des luttes de classe au rythme du développement de leur propre chapelle et à une influence toujours grossie par la concurrence organisationnelle à laquelle ils se livrent.

Revenons plus précisément à l'article incriminé. Ceux qui l'ont rédigé s'étonnent d'être obligés de rappeler qu'ils ne se sont pas posés en représentants du mouvement des étudiants mais que leur texte était destiné à susciter une réflexion s'inscrivant dans la lutte actuelle. Cela ne vaut-il pas mieux que ces sordides autoproclamations souvent pratiquées dans le gauchisme officiel ?

AVATARS DU GAUCHISME

Ceci dit, n'en déplaise à l'esprit d'organisation de notre camarade; la rupture du mouvement des étudiants par rapport aux groupuscules d'extrême-gauche a plus de signification qu'il ne saurait le dire. Les avatars du gauchisme à l'université ont profondément marqué les années qui ont suivi Mai 68. En enveloppant les luttes universitaires dans une phrase révolutionnariste les groupuscules ont contribué longtemps à masquer le contenu réel de ces luttes. L'université semble être soudainement devenue une pépinière de révolutionnaires ! Paradoxe qu'ils ont entretenu et qui ne paraissait pas les gêner ! pour cause ! Il était leur meilleur tremplin à leur constitution. Alors sachons éviter les assimilations hâtives : le mouvement étudiant n'a bien sûr pas rompu avec le mouvement révolutionnaire dont il ne connait que les scories, mais avec les groupuscules d'extrême-gauche. Et cela est une autre histoire...

"CONSCIENCE MOYENNE"

Retenons aussi de cet article la bien curieuse manière d'attribuer une "conscience moyenne" à tous ceux qui pourraient

.../...

envisager la lutte politique en dehors des actuels groupuscules ; cela en opposition avec "la conscience révolutionnaire" que ces derniers concentreraient, prodigueraient. Hélas, le gauchisme lui-même a-t-il jamais su appréhender la conscience moyenne des étudiants dans leur ensemble et l'état réel d'un mouvement ? En vérité, sa "maladie" a été d'être incapable d'analyser véritablement les couches dont il a été issu sinon en surestimant leur potentialité. De ce fait, les propositions et les perspectives qu'il tente de fabriquer reste à la limite des voeux pieux.

MATURATION POLITIQUE

La maturation politique au sein du mouvement des étudiants est possible pour peu que les acquis soient transmis et que les débats fondamentaux concernant leurs luttes aient véritablement lieu. Ce n'est pas d'aujourd'hui que des groupes d'étudiants tentent de tenir ces débats et d'orienter leurs actions dans et en-dehors des conflits ouverts. L'existence des comités de base en a été la manifestation plus ou moins formelle. Et s'il est des révolutionnaires en est-il qui peuvent se permettre de perdre de vue ces nécessaires médiations au mouvement de masse ? En est-il qui puisse faire fi d'une analyse serrée des luttes de classes, y compris de celles qui apparaissent parcellaires ?

APL POPULISTE

Pour ce qui est du débat dans/sur l'A.P.L., les raisons techniques souvent invoquées servent à masquer la tendance dominante de l'A.P.L. : "LE POPULISME".
Un débat donnant une ligne politique ne servirait qu'à prolonger le consensus sur ce sujet. Pour nous, seul un débat externe et s'étendant sur la conception même du mouvement révolutionnaire permettra de dépasser ce stade du populisme.

REMÈDES TECHNIQUES ET BUREAUCRATISME

De diverses parts, on entend des critiques sur le fonctionnement de l'A.P.L. et des propositions pour "résoudre la crise" comme :

- un meilleur fonctionnement interne permettra de résoudre les problèmes,
- il faut une plus grande démocratie interne, des relations non bureaucratiques avec les correspondants,
- le rapport de force au sein de l'A.P.L. ne doit pas jouer de façon sauvage ; il doit être interne et policé pour conserver le consensus.

UN DÉBAT EXTERNE

En réalité, ces raisons et ces propositions purement techniques et portant sur le fonctionnement interne de l'A.P.L. servent à masquer sa tendance dominante et le plus souvent implicite qui est le populisme. On remarque en particulier à travers les numéros et les articles :

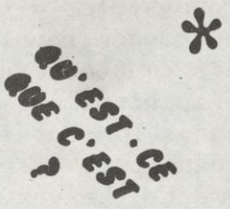
a) Le caractère parcellaire des luttes évoquées par le journal qui empêche une vision globale des luttes de classes dans la région.
b) Le caractère gauchiste comme "l'exemplarité" de certaines luttes.
c) Le caractère populiste comme l'enthousiasme qui transparait, l'apologisme, l'activisme et la quasi absence de critiques dans l'ensemble des articles.
d) Le caractère confusionniste de certaines des organisations qui ont place dans l'A.P.L. quant à leur nature de classes.

A travers les caractères ci-dessus énumérés apparait le vrai problème qui est politique et qui est l'information du point de vue du mouvement révolutionnaire.

Les débats internes s'expriment nécessairement en rapport de forces; qu'ils soient sauvages ou institutionnalisés dans une ligne politique, ils conduisent toujours à masquer cette tendance populiste et permettent de développer le statut-quo, alors que le problème fondamental est que l'A.P.L. puisse susciter un débat externe sur le mouvement révolutionnaire et développer une information conséquente avec ce dernier.

Le C.L.O.U. (Comité de liaison des Organisés Unifiés.)

Bulletin Régional Hebdomadaire de l'Agence Presse Libération



...UN BULLETIN HEBDOMADAIRE DIFFUSE A 1.000 EXEMPLAIRES.

Lu et soutenu par différents groupes (écoles, usines, quartiers, objecteurs, paysans-travailleurs, etc...), se veut pour : "UNE INFORMATION AU SERVICE DES LUTTES POPULAIRES !"

L'APL, résolument engagé pour la suppression du système capitaliste, veut garder une large ouverture à tous les courants révolutionnaires et progressistes, et pour cela refuse d'être lié à un groupe quelconque.

NOS REUNIONS SONT OUVERTES A TOUS, LE VENDREDI SOIR, à 20h45 au 12 bis rue de l'Industrie (derrière la Librairie 71)

Tous les textes et photos négatifs que vous nous apportez sont discutés ce soir là. C'est donc la dernière limite pour le passage dans le numéro suivant.

nos bonnes adresses

- C.S.O.C. (Comité de Soutien aux Objecteurs de Conscience) et
- G.I.T. (Groupe Insoumission Totale), tous les jeudis de 20h à 22h, 57 rue des Hauts-Pavés.
- C.N.T.-A.I.T. (Confédération Nationale du Travail, section française de l'Association Internationale des Travailleurs), 43 rue Félix Faure, Rezé, permanence tous les samedis de 15h à 18 heures.
- A.P.F. (Association Populaire Familiale), 2 rue Lamoricière.
- GASPROM, 1 rue Léon Say, permanences vendredi de 19 à 21h, 74.65.59.
- CENTRE NANTES TIERS MONDE, 9 rue des Hauts-Pavés, dispose d'un montage audio-visuel sur le pétrole et la faim au Sahel.
- C.A.B.E. (Comité pour l'Accès aux Bords de l'Erdre), dispose d'un montage sur le problème scandaleux des bords de l'Erdre et d'un film sur le manif de 70. A édité une brochure de 120 pages sur les luttes menées depuis 7 ans. P[illegible], Le Chapelle sur Erdre.
- GSED-MFA, 2ème dimanche du mois à 10h, café Moderno, quai Marcel Boissard, Trentemoult, 75.53.83.
- C.R.I.N. (Comité Régional d'Information Nucléaire), mercredi et vendredi, permanence de 17 à 19h, rue de la Haute Forêt (derrière le Restau-U.
- C.A.P. (Comité d'Action Prisonniers), M.Gerin, la Mocquelière, 44800 St-Herblain.
- Comité CHOMEURS CFDT, permanence le mercredi de 15 à 17h, salle 106 à la CFDT, 37 rue Lamoricière, le mardi de 18 à 20h, Centre Social de la Bernardière, le 1er et 3ème mercredi du mois de 18 à 20h, Salle J.Loui (rue Louis Macé) à Rezé.
- Comité CHOMEURS CGT, permanence le jeudi de 14 à 16h, Bourse du Travail CGT, rue Arsène Leloup.
- F.A. (Fédération Anarchiste), permanence les 1ers mardis du mois de 18 à 20h, 43 rue Félix Faure à Rezé. Renseignements : [illegible]
- Association des AMITIES FRANCO-CHINOISES, 28 rue Jean-Jaurès, Rezé. Permanence de 14 à 18h le samedi. Brochures, montages, etc...).

POINTS DE VENTES

Librairie "71" : 29, rue J.Jaurès, 73.82.48.
Librairie EUZEN : rue Jean Jaurès.
Café SURCOUF : La Morrhonnière.
Café LA NOE : La Jonelière.
R.U. Le TERTRE : mardi midi.
Rue de Strsbourg : face à la Préfecture.
BELLEVUE : Grande place (Self-Information).

POINTS DE VENTES

BUAT : Tabac Journeaux, 140 rue du Général Buat.
ZOLA : Café-Tabac place Zola.
Tabac LUTETIA : 96, rue du Général Buat.
MAISON DE LA PRESSE : rue M.Sambron Pont-Château
SILLON DE BRETAGNE : Saint-Herblain
BAR D'AUTEUIL Petit-Chantilly : Orvault

POINTS DE VENTES

ACHETEZ-LE, ou bien ABONNEZ-VOUS !

BULLETIN D'ABONNEMENT

Un trimestre 12 n° = 15f - soutien 20f
Un semestre 24 n° = 30f - soutien 40f
Une année 48 n° = 55f - soutien 70f

LAISSEZ VOTRE CHOIX EN BLANC, ET ENVOYEZ-LE A LA : LIBRAIRIE "71"

NOM.....PRENOM.....

ADRESSE.....

.....

NANTES - APL PERIODIQUE CPPAP 54701 -0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0- NANTES - APL PERIODIQUE CPPAP 54701